



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
CONCERNANT LA CRÉATION DE 2 PIÉZOMÈTRES EN VUE DE PRÉLÈVEMENT D'EAU  
À DESTINATION DE LA CONSOMMATION HUMAINE DANS LE PÉRIMÈTRE IMMÉDIAT  
DE LA SOURCE SAINT-ANTOINE  
COMMUNE DE CONFRACOURT

DOSSIER N° 70-2022-00254

Le préfet de la HAUTE-SAÔNE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.**

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2022-14-06-00008 du 14 juin 2022 portant délégation de signature à M. Didier CHAPUIS, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

VU l'arrêté DDT/2022 n° 234 du 17 juin 2022 portant subdélégation de signature à M. Didier CHAPUIS directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, à ses collaborateurs ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement considéré complet en date du 04 juillet 2022, présenté par la commune de Confracourt représentée par Monsieur le Maire BAUD Patrick, enregistré sous le n° 70-2022-00254 et relatif à la création de 2 piézomètres en vue de prélèvement d'eau à destination de la consommation humaine dans le périmètre immédiat de la source Saint-Antoine ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration à la Commune de Confracourt – 1 Place de la Mairie - 70120 CONFRACOURT concernant la création de 2 piézomètres en vue de prélèvement d'eau à destination de la consommation humaine dans le périmètre immédiat de la source Saint-Antoine dont la réalisation est prévue dans la commune de CONFRACOURT.**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 04 septembre 2022**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du Code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R. 214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de CONFRACOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet départemental des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

**En application de l'article R. 214-40-3 du Code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.**

**En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.**

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'observation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le Code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A VESOUL, le 04 juillet 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Environnement et Risques



Thierry HUVER

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi «informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE**

**Direction  
Départementale des  
Territoires de la Haute-  
Saône**

**Monsieur le Maire**

**Mairie de Confracourt  
1 Place de la Mairie  
70120 CONFRACOURT**

**Service Environnement  
et Risques**

Dossier suivi par :  
Bruno OLIVIER  
Tél. : 03 63 37 92 00

Mèl : bruno.olivier@haute-saone.gouv.fr

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement : **création de 2 piézomètres en vue de prélèvement d'eau à destination de la consommation humaine dans le périmètre immédiat de la source Saint-Antoine sur la commune de CONFRACOURT.**

**Accord sur dossier de déclaration**

**P.J. : – Modèle de rapport de fin de travaux et de demande de prélèvement d'eaux souterraines,  
– Dossier de demande d'autorisation préfectorale pour un usage de l'eau à des fins agroalimentaires.**

**Copies à : Monsieur le Maire de Confracourt en joignant 1 ex. du récépissé et 1 ex du dossier  
OFB-70 en joignant 1 ex. du récépissé  
ARS-70 en joignant 1 ex. du récépissé**

Réf. : **70-2022-00254**

VESOUL, le 09 août 2022

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant la **création de 2 piézomètres en vue de prélèvement d'eau à destination de la consommation humaine dans le périmètre immédiat de la source Saint-Antoine sur la commune de CONFRACOURT** pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 04 juillet 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Toutefois, vous respectez les prescriptions suivantes :**

- la géométrie des piézomètres et leurs équipements à savoir, une cimentation de 0 à – 10 m et une fermeture par des capots dépassant de plus de 50 cm du sol, garantiront la protection de la nappe qui alimente la source de Saint-Antoine et excluront toute communication avec une autre nappe présente dans le sous-sol,
- le stockage du matériel (véhicule, foreuse...), des matériaux ainsi que des hydrocarbures est réalisé sur une plate-forme étanche, en dehors du Périmètre de Protection Immédiat (PPI) ;

- une surveillance du matériel (véhicule, foreuse...) durant les travaux de forage est réalisé par la société de forage et le Cabinet Reilé afin d'éviter toutes pollutions (huile, gasoil, essence ...) sur les sites de forage,
- un kit anti-pollution doit être disponible en cas d'accident mécanique
- les pleins des engins sont réalisés sur une plate-forme dédiée à cet effet et à l'extérieur du PPI (où sont stockées les cuves à carburant),
- une surveillance de la source de Saint-Antoine est mise en place,
- en cas d'incident pendant les travaux susceptibles d'entraîner une pollution accidentelle de la source, l'ARS sera immédiatement informée,
- si les rejets des eaux d'essais de pompage sont orientés vers le ruisseau proche du chantier ; vous veillez à la mise en place un filtre à paille à l'aval immédiat des rejets.

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.**

**Je vous demande d'informer le guichet unique de l'eau de la DDT par téléphone au 03.63.37.92.52 ou par mail (ddt-eau@haute-saone.gouv.fr) quinze jours avant le jour de début des travaux.**

**Si l'essai s'avère concluant et que vous souhaitez exploiter ce forage, il conviendra de déposer un dossier de demande d'autorisation préfectorale pour un usage de l'eau à des fins agroalimentaires,**

**Dans tous les cas, vous veillerez à ce que l'entreprise qui réalise les travaux, rédige et nous retourne un rapport de fin de travaux sur la base du modèle joint.**

**Les forages ainsi réalisés et / ou exploités seront contrôlés par mon service. Je vous rappelle que dans le cas où un forage est exploité sans avoir fait l'objet d'un rapport de fin de forage sus mentionné et sans détenir le récépissé de déclaration correspondant, l'exploitation de ce forage est irrégulière et sanctionnable d'une contravention de 5ème classe conformément à l'article R216-12 du Code de l'environnement.**

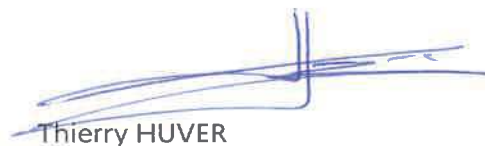
Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de CONFRACOURT pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet départemental des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service Environnement et Risques



Thierry HUVER

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi «informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)